



1ère édition du Salon de l'immobilier : Les acteurs du domaine appellent les gouvernants à se pencher sur leurs sorts

Les éditions

Sciences-Campus Info

Page 4

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du samedi 29 avril 2017
7 Jrs/7

du BURKINA

N°374

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 21.

**Le Président du Faso exhorte les
avocats au renforcement continu
de leurs capacités pour rendre une
justice de qualité** Page 7



**Front social : Les agents du
ministère de l'habitat et de
l'urbanisme veulent poursuivre la
lutte** Page 18



Salon International de l'Étudiant : C'est parti pour la 7e édition

Page 2



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Salon International de l'Étudiant • VII édition • Du 27 au 29 Avril 17 au SIAO

Thème Valorisation du capital humain, moteur du PNDES

- Pôle Orientation Scolaire et Professionnelle
- Pôle Formation initiale, continue et renforcement de capacités
- Pôle emploi et incubateurs de start-up
- Pôle vie étudiante et associative

Le SIE 2017, Le grand village de l'étudiant
animation - escapade gourmande
• punch • apéro géant

Participation & Information :
☎ 84 60 60 83 • 84 60 60 93 • 78 37 81 37 ✉ info@sie-bf.com

MESRSI MJFIP **ayama**

Cabinets de formation • Centres de langue • Universités • Instituts • Librairies • Entreprises • Associations • Parents d'élèves • Enseignants • Étudiants et élèves, cet événement est le votre.

SOCIÉTÉ

Salon International de l'Étudiant : C'est parti pour la 7^e édition

Région du Centre



Une visite dans les stands.

La 7^e édition du Salon international de l'étudiant a ouvert ses portes ce jeudi 27 avril 2017 à Ouagadougou. Placée sous le thème « valorisation du capital humain, moteur du PNDES » la cérémonie d'ouverture a vu la participation des élèves, des étudiants, des acteurs et promoteurs de l'éducation. Elle a été présidée par le représentant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation.

valorisation du capital humain, moteur du PNDES», c'est sous ce

que ce tient le Salon International de l'étudiant, prévu du 27 au 29 avril 2017 à Ouagadougou. 7^eme du genre, ce salon vise à réunir en un seul lieu l'ensemble de l'offre éducative supérieure, et les élèves et étudiants. Il offre aux étudiants et aux professionnels une tribune pour faire des expositions sur les offres en matière de formations et de recherche. C'est aussi une bonne occasion pour les élèves des classes de Terminale d'aller à la rencontre d'instituts, universités et institutions œuvrant dans le domaine académique

afin de recevoir les orientations et conseils pour les guider dans leurs choix de filières. Cette 7^e édition a vu la participation de plus d'une dizaine d'universités et instituts supérieurs du Burkina. Pour le représentant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, le Pr Gustave Kabré, ce salon est d'une importance capitale en ce sens qu'il constitue un pas vers la valorisation de l'offre nationale dans le domaine de la formation ouverte et à distance. « Le salon de l'étudiant

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



ce salon vise à réunir en un seul lieu l'ensemble de l'offre éducative supérieur, et les élèves et étudiants.

apporte sa contribution au grand chantier du développement, de la visibilité et valorisation de l'enseignement supérieur de notre pays », a-t-il dit dans son discours. C'est pourquoi pour lui, le gouvernement n'aménagera aucun effort à accompagner ces genres d'initiatives.

Différentes activités sont au programme durant ces 72h. Il s'agit entre autres des expositions dans les stands, et des conférences. Une Nuit de l'étudiant est également prévue au soir du 29 avril au cours de laquelle des prix de reconnaissance seront attribués aux différents instituts.

La cérémonie d'ouverture a pris fin par un défilé des écoles, universités et instituts, puis par une visite des



le représentant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, le Pr Gustave Kabré, stands.

**Alfred Sié KAM/Rédaction S-C
Infos**

SOCIÉTÉ

1^{ère} édition du Salon de l'immobilier : Les acteurs du domaine appellent les gouvernants à se pencher sur leurs sorts

Région du Centre



Cette première édition du Salon panafricain de l'immobilier contribue à atteindre les objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES) du gouvernement.

La première édition du Salon panafricain de l'immobilier a ouvert ses portes ce jeudi 27 avril 2017 à Ouagadougou. Placée sous le thème « la politique du logement en Afrique : Opportunités et défis », ce premier rendez-vous des acteurs de l'immobilier se veut un cadre de rencontre périodique des acteurs de l'immobilier pour une meilleure promotion des activités immobilières en Afrique. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le représentant du ministre en charge du commerce.

La problématique de l'immobilier

est préoccupante en Afrique et particulièrement au Burkina. C'est pourquoi les acteurs du domaine ont initié un salon en vue d'accompagner les politiques dans leurs programmes de développement économique et social en phase avec les réalités et potentialités africaines, d'où le thème de cette première édition : la politique du logement en Afrique : Opportunités et défis.

L'objectif de ce salon est donc de faire connaître et valoriser le métier de l'immobilier en Afrique et plus particulièrement au Burkina Faso, en vue de créer un réel marché potentiel immobilier au profit de tous les acteurs intervenant dans

le secteur pour une émergence économique et sociale de l'Afrique.

C'est aussi, une occasion pour les acteurs de l'immobilier de renforcer leurs partenariats, de partager les expériences mais aussi de renforcer régulièrement leurs compétences pour ainsi contribuer au développement durable et apporter aussi des solutions aux préoccupations des populations, des villes et des campagnes en matière immobilière.

Durant 72h, les acteurs directs ou indirects de l'immobilier viendront présenter leurs produits et savoir-faire au public et partager leur expérience avec les autres. Le

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Les participants à ce salon sont venus de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Benin.

secteur immobilier conserve une part importante dans le projet de 40.000 logements au Burkina Faso. C'est pourquoi, le représentant du ministre du commerce invite les promoteurs immobiliers ainsi que les établissements financiers à mutualiser leurs compétences pour la réussite de ce premier rendez-vous de l'immobilier panafricain. « **Le gouvernement rassure les acteurs de l'immobilier de son accompagnement dans leurs initiatives et projets pour le développement économique et social du Burkina Faso** », a-t-il dit.

Ce salon est aussi un cadre par excellence de rencontre et d'échange de tous les acteurs du secteur immobilier à l'échelle du continent Africain. Pour M. Bourgie Khodor, vice-président de la chambre nationale des



La coupure du ruban.

La suite à la page 6

SOCIÉTÉ

promoteurs et constructeurs

agréés de la Côte d'Ivoire, ce salon favorisera le développement d'un potentiel marché immobilier au bénéfice des professionnels du métier mais aussi au bonheur des populations qui pour la plupart n'ont pas assez d'information sur les collectivités immobilières. Par ailleurs, il appelle les gouvernants à se pencher sur les problèmes que rencontrent les acteurs de l'immobilier notamment la triple équation du financement, la fiscalité et le foncier qui selon lui, empêchent les initiatives des promoteurs et constructeurs dans leur politique d'offrir des logements spacieux à moindre coût à la population.

Différents promoteurs venus d'horizons divers ont pris part à ce salon. Ils espèrent trouver des solutions pour le développement du secteur de l'immobilier en Afrique.

Alfred Sié KAM/Rédaction S-C Info



Pour M. Bourgie Khodor, vice-président de la chambre nationale des promoteurs et constructeurs agréés de la Côte d'Ivoire.



Le Ministre d'Etat, Ministre de la sécurité communique : Suite au précédent communiqué faisant état de prise d'otages à IN-ABAO, un village de la commune rurale de Tin-Akoff, province de l'Oudalan, dans la région du Sahel, le Gouvernement est heureux d'informer les populations que les deux compatriotes enlevés ont été retrouvés sains et saufs. Le Gouvernement invite les populations à vaquer à leurs occupations tout en observant, la grande vigilance et en collaborant avec les forces de sécurité, seul gage pour un Burkina Faso paisible et sûr.

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité

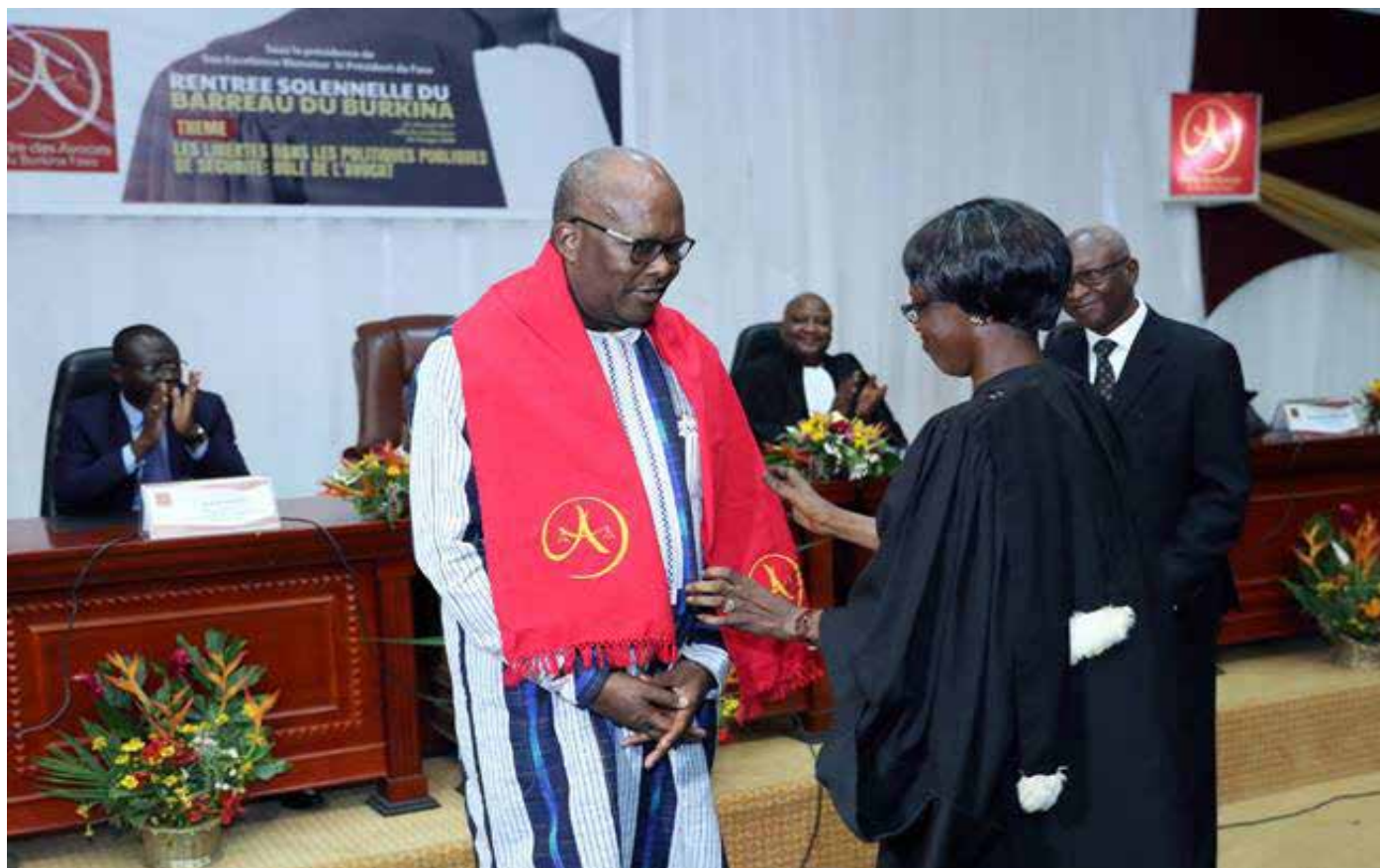
Simon Compaoré

Grand Officier l'Ordre national

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso exhorte les avocats au renforcement continu de leurs capacités pour rendre une justice de qualité

Région du Centre



Roch Marc Christian KABORE a présidé la rentrée solennelle du barreau du Burkina.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a présidé la rentrée solennelle du barreau du Burkina dans la matinée du jeudi 27 avril 2016 à Ouagadougou. La rentrée solennelle du barreau a connu la présence de plusieurs personnalités comme le président de l'Assemblée nationale, Monsieur Salifou DIALLO, le chef de file de l'opposition

politique (CFOP), Monsieur Zéphirin DIABRE, des membres du gouvernement, des autorités judiciaires et des représentants de barreaux d'Afrique et d'Europe. Pendant 72 heures, les participants plancheront sur le thème : « les libertés dans les politiques publiques de sécurité : rôle de l'avocat ». L'objectif visé est de diagnostiquer les politiques publiques nationales et comparées sur la sécurité et situer

la place des libertés en leur sein et le rôle que l'avocat doit jouer. Il s'agira, en particulier, à travers des communications techniques, de proposer des solutions axées sur l'efficacité et la performance de ces politiques sous le prisme des libertés fondamentales. Dans la série des interventions, le Bâtonnier de Lyon en France, Me Laurence JUNOD-FANGET, s'est réjouie d'avoir été invitée à cette rentrée. Elle a souligné

La suite à la page 8

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT



La présente rentrée du barreau, placée sous le thème « les libertés dans les politiques de sécurité » interpelle les différents acteurs sur la nécessité d'une réappropriation de leur mission de protection et de promotion des droits fondamentaux que sont, entre autres, la liberté et la sécurité.



Me Mamadou SAVADOGO, a remercié le Président du Faso, pour sa présence et sa disponibilité.

que le thème de la rentrée du barreau burkinabè est au cœur de la profession d'avocat. Me Me Mamadou SAVADOGO, a remercié le Président du Faso, pour sa présence et sa disponibilité. JUNOD-FANGET a ensuite salué le partenariat entre les deux barreaux et souhaité que celui du Burkina accueille des avocats stagiaires de Lyon et vice-versa. Le Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Burkina, Me Mamadou SAVADOGO, a remercié le Président du Faso, pour sa présence et sa disponibilité. Il a également traduit sa gratitude au président de l'Assemblée nationale. Pour lui, la rentrée solennelle est un grand moment au cours de laquelle, le barreau renouvelle son serment et son engagement pour une société plus juste. Dans son discours d'ouverture, le

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La grande famille des avocats était présente à ce grand rendez-vous.

Président du Faso a indiqué que la rentrée du barreau lui offre l'agréable occasion de saluer la grande famille des avocats, ces défenseurs acharnés des droits et des libertés qui constituent un pilier important de l'Etat de droit et de la démocratie « La présente rentrée du barreau, placée sous le thème « les libertés dans les politiques de sécurité » interpelle les différents acteurs sur la nécessité d'une réappropriation de leur mission de protection et de promotion des droits fondamentaux que sont, entre autres, la liberté et la sécurité. Elle témoigne aussi de l'intérêt que portent l'ensemble des acteurs au renforcement et à l'ancrage des valeurs républicaines au Burkina

Faso. Ces efforts du barreau participent de la dynamique engagée dans notre pays depuis quelques années pour rendre la justice apte à relever les défis cruciaux de sécurité juridique et judiciaire des personnes et des biens, dans un environnement de plus en plus complexe. En effet, en décidant de tenir votre rentrée sur le thème des libertés dans les politiques publiques de sécurité, vous touchez à une problématique à la fois des plus anciennes et des plus actuelles », a déclaré le chef de l'Etat. Le Président du Faso a par ailleurs exhorté l'ensemble des avocats au « renforcement continu de leurs capacités pour assumer avec professionnalisme leur rôle dans

la construction d'une justice de qualité » avant de les rassurer que « le gouvernement, dans un esprit de dialogue et de concertation, reste ouvert à toute proposition visant à accompagner et à soutenir leurs efforts dans ce sens ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Montée des couleurs nationales : tradition respectée aux ministères en charge de la Communication, de la Justice et de l'Administration territoriale

Région du Centre



Le personnel des deux ministères était présent.

Les personnels du Ministère en charge de la Communication, de la Justice et de l'Administration territoriale ont assisté à la montée des couleurs nationales, à l'immeuble du Faso, à 7 heures, en face du trésor public, ce mardi 25 avril 2017.

Cette cérémonie de levée des couleurs participe de la volonté des ministres Rémiss Fulgance

Dandjinou de la Communication, René Bagoro de la Justice et Siméon Sawadogo de l'Administration territoriale de promouvoir le respect des symboles de l'Etat.

La cérémonie de 7 heures de ce matin qui a réuni les travailleurs des trois ministères, avec les premiers responsables en tête, s'inscrit dans cette dynamique. Et désormais, ce sera ainsi chaque dernier mardi du mois, à partir de 7 heures, dans ces trois

départements ministériels.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Ministère en charge de la Communication : bientôt une mutuelle pour renforcer la solidarité

Région du Centre



Les travailleurs ont soutenu et salué l'initiative.

La création d'un cadre d'expression des vertus de la solidarité et de l'entraide au sein du ministère en charge de la Communication tient à cœur le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou. C'est dans ce sens qu'il a présidé une rencontre avec les travailleurs

du cabinet, ce mardi 25 avril 2017 à Ouagadougou, pour la mise sur pied d'une mutuelle au sein du département de la Communication.

Le ministre Dandjinou a déploré le fait qu'il n'y ait pas de cellule sociale, voire une mutuelle au ministère en charge de la Communication. Il a souhaité que ce cadre soit créé et soit rapidement opérationnel.

Les travailleurs ont soutenu et salué l'initiative. Un groupe de travail a été mis en place pour proposer des textes qui permettront la mise en place d'une mutuelle, les jours à venir, au ministère en charge de la Communication.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Opérationnalisation du PNDES : La Banque Islamique de Développement tiendra sa promesse de financement de mille milliards de FCFA

Arabie Saoudite



Le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, en visite de travail en Arabie Saoudite.

Le Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, en visite de travail en Arabie Saoudite, a été reçu le lundi 24 avril 2017 au siège de la Banque Islamique de Développement (BID). Le chef du gouvernement et la délégation qui l'accompagne, ont échangé avec le président et des experts de la BID. Les échanges ont porté entre autres, sur le processus d'opérationnalisation des promesses de financement faites par ladite banque lors de

la Conférence des partenaires sur le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES), tenue à Paris en décembre 2016 et l'implantation d'une banque BID au Burkina Faso.

Le siège de la BID s'est paré des couleurs nationales burkinabè avec un dispositif spécial pour accueillir l'hôte du jour, le Premier Ministre, Paul Kaba THIEBA, le lundi 24 avril 2017. Il est exactement 13h, heure

locale soit, 10H GMT lorsque le chef du gouvernement burkinabè est arrivé dans les locaux de la BID. Accueilli par le Président de cette institution Bandar Al Hajjar, son séjour a commencé par une photo des deux personnalités. Après une brève audience entre les deux personnalités, les deux parties ont entamé des échanges de près d'une heure. Des échanges qui ont permis de passer en revue les différents

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Une photo des deux personnalités.

investissements de la BID en cours au Burkina Faso et ceux à venir.

De prime abord, le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA a traduit la reconnaissance du Burkina Faso aux responsables de la BID pour leur appui constant et la qualité des relations entre son pays et la banque. « La BID intervient activement dans tous les secteurs de la vie économique et sociale au Burkina Faso : infrastructures, santé, eau... Votre participation à la conférence et le volume des engagements que vous avez pris à Paris, a contribué à faire de cette

conférence le succès que tout le monde reconnaît », a fait remarquer le Chef du gouvernement. En effet, la BID s'est engagée à financer le PNDES à hauteur de 1,915 milliards de Dollars USA soit 1149 milliards de FCFA. **« Ces efforts contribueront à soutenir la mise en œuvre opérationnelle des projets structurants du PNDES »**, a expliqué le Premier Ministre.

Le président de la BID, tout en se réjouissant de l'excellence des relations entre son institution et le Burkina Faso, a souhaité une

accélération des décaissements des fonds que son institution met à la disposition du « Pays des Hommes intègres » pour les projets en cours. Il s'agit notamment du projet de construction de l'aéroport de Donsin, de la phase 2 de la construction de la cité universitaire de Bobo-Dioulasso, de la construction de la route Kantchari – Diapaga – frontière du Bénin, de la route Guiba – Garango et Dédougou – Tougan.

Sur ce point, Paul Kaba Thiéba a rassuré qu'il donnera des instructions dès son retour à Ouagadougou afin d'accélérer le processus de décaissement. Il a aussi indiqué qu'il prendra l'initiative avec les représentants de la BID au Burkina Faso pour faire le point périodique de l'évolution des projets en cours. Le président de la BID, Bandar Al Hajjara, a annoncé par ailleurs que son institution compte réaliser un projet WAQF à Ouagadougou. Ce projet consiste en la construction de grands bâtiments qui serviront de centre commercial et de bureaux administratifs et dont les revenus serviront à financer d'autres projets sociaux.

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



La suite de l'agenda de la visite du Premier ministre et sa délégation prévoit une séance de travail avec le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Djeddah et des hommes d'affaires saoudiens.

Afin de renforcer la collaboration entre sa structure et le Burkina Faso, il a fait part au Chef du gouvernement de l'ouverture prochaine d'une Banque islamique de développement au Burkina Faso. Une information saluée par le Chef de l'exécutif qui a estimé que l'ouverture de cette banque va permettre de diversifier les possibilités de financement au Burkina Faso et d'apporter de la souplesse dans l'accès aux financements pour les entrepreneurs.

Avant cette rencontre, trois ministres du Burkina Faso notamment les ministres en charge de la santé, Nicolas Méda, des infrastructures, Eric Bougouma

et de la Femme, Laure Zongo/Hien, ont eu une réunion avec une équipe technique de la BID en vue d'échanger sur de nouveaux projets à soumettre à la banque dans le cadre de l'exécution du PNDES. Il s'agit, entre autres, de projet de construction de centres hospitaliers régionaux dans les chefs-lieux de régions qui n'en disposent pas, de la construction d'unités spécialisées en l'occurrence de centres de cardiologie, de cancérologie et de néphrologie, de la construction d'infrastructures routières afin de désenclaver le pays. A cela s'ajoute la construction de centre de formation équipé pour les femmes et les jeunes filles où elles pourront apprendre des métiers

en vue de leur autonomisation. Ce centre servira également de cadre de sensibilisation sur les mutilations génitales féminines et le mariage précoce.

La suite de l'agenda de la visite du Premier ministre et sa délégation prévoit une séance de travail avec le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Djeddah et des hommes d'affaires saoudiens. Il est également prévu une visite au siège de l'Organisation de la conférence Islamique (OCI) et une rencontre avec la diaspora burkinabè à Djeddah.

DCI/PM

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Revue annuelle 2016 du cadre sectoriel de dialogue « Défense et Sécurité » : le rapport validé

Région du Centre



Le CSD-DS implique les ministères en charge de la défense et des anciens combattants, de la sécurité et de la justice.



Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré a présidé le mardi 25 avril 2017, dans la salle de conférence du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants (MDNAC), la revue annuelle 2016 du Cadre Sectorielle de Dialogue « Défense et Sécurité » (CSD-DS). Il avait à ses côtés le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants et du représentant du Ministre de la Justice.

Le rapport de la revue annuelle 2016 du Cadre Sectorielle de Dialogue « Défense et Sécurité » (CSD-DS) a été présenté aux

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré a présidé la revue annuelle 2016 du Cadre Sectorielle de Dialogue « Défense et Sécurité » .

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15



Assistance.

acteurs des ministères concernés, aux représentants des collectivités territoriales, du secteur privé, de la société civile et aux partenaires techniques. Selon le rapport, le taux d'exécution de l'ensemble des programmes du CSD-DS est de 95,79 % d'exécution financière et le taux de réalisation physique est de 80% à la date du 31 décembre 2016. Ce taux relativement satisfaisant pourrait être amélioré, selon le Ministre d'Etat.

« La revue annuelle 2016 du cadre sectoriel de dialogue intervient dans un contexte où les défis qui se présentent à notre secteur sont tout aussi importants qu'urgents. Ils sont si importants qu'ils focalisent toute l'attention du gouvernement, des populations et de tous les partenaires soucieux du développement du

Burkina Faso. Cette situation a nécessité le déploiement d'efforts exceptionnels pour faire face aux attaques répétées dans la partie Nord de notre pays », a déclaré Simon Compaoré dans son discours d'ouverture. Le rapport après avoir été enrichi par les apports et critiques des différents acteurs présents à cette cérémonie, a été validé à l'unanimité. En rappel, le CSD-DS est né dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDS). A cet effet, des cadres sectoriels et régionaux de dialogue et des secteurs de planification du développement ont entre autres été créés. Ainsi, quatorze (14) cadres sectoriels de dialogue ont été identifiés parmi lesquels figure le Cadre Sectoriel de Dialogue

Défense et Sécurité (CSD-DS) Le CSD-DS implique les ministères en charge de la défense et des anciens combattants, de la sécurité et de la justice. Il est chargé de superviser la mise en œuvre des plans d'actions des référentiels sectoriels de planification, de coordonner le suivi et l'évaluation, d'apprécier la mise en œuvre de la politique sectorielle, de donner des directives aux acteurs ministériels et d'assurer le dialogue sur la politique sectorielle.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité.

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017

„Du 15 février
au 15 mars

„Du 15 Juillet au
au 15 août

„Du 15 septembre
au 15 octobre

*Obtenir un
niveau supérieur
avec une
attestation*

*Préparation aux :
TOEIC - TOEFL*

Nous vous offrons aussi la
possibilité d'apprendre
l'anglais en ligne et obtenir
une attestation avec ED –
ENGLISH DISCOVERIES qui
est une solution complète
d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent
du lundi au vendredi de
18h à 20h



INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
FCFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;

ACTU RÉGION

Front social : Les agents du ministère de l'habitat et de l'urbanisme veulent poursuivre la lutte

Région du Centre



M. Koné a remercié ses camarades pour leur mobilisation malgré les « intimidations et menaces » preuve de « la justesse de leur combat ».

Après deux jours de grève, le bureau du syndicat des agents du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme ont, ce 21 avril, convié la presse pour faire le bilan de leur action. En attendant que l'assemblée générale décide de la voie à suivre.

« C'est du dilatoire et rien d'autre » a clamé Lamine Koné et ses

camarades agents du ministère de l'habitat et de l'urbanisme qui ne sont pas satisfaits des entrevues qu'ils estiment avoir tenues avec leur ministre de tutelle. Eux qui étaient en grève pour 48 heures pour dénoncer « la précarité » dans laquelle ils vivent. M. Koné a remercié ses camarades pour leur mobilisation malgré les « intimidations et menaces » preuve de « la justesse de leur combat ». Et pour cause à l'entendre, pour

le moindre équipement les agents sont obligés de déboursier sur fonds propres pour se le procurer. Il estime également que les frais de missions sont en deçà des attentes. « **Une fois à la retraite, les agents se retrouvent sans la moindre pension ce qui aggrave leurs conditions de vie** », a-t-il ajouté.

Prérogatives non dévolues.

L'un des griefs que le syndicat

La suite à la page 19

ACTU RÉGION

La suite de la page 15



Le syndicat prévient d'ores et déjà de sa détermination de lutter jusqu'à la satisfaction de ses objectifs.

fait est que certaines de leurs attributions ne leur sont pas dévolues dans les faits. Il s'agit

entre autres des contrôles de chantiers et l'aménagement de la voirie urbaine qui sont restés dans le giron d'autres ministères bien que le leur ait été créé depuis 2006. Conséquences, « **Nous avons des ingénieurs qui chôment alors que d'autres personnes avec des profils non appropriés** font le travail à leur place. » d'où selon

eux « la piètre qualité de certaines infrastructures. Ce qui est un danger pour tout le monde car les écroulements de maisons ne sont jamais loin. » Aussi revendiquent-ils que les questions relatives à leur profil leur soient attribuées, que leurs frais de missions soient revus à la hausse, que leur corps soit reversé dans la fonction publique mais aussi que la lumière soit faite sur un don de ciment que le Japon a fait au Burkina dont ils ignorent la destination. Une assemblée

générale prévue le samedi 22 avril doit décider de la conduite future mais le syndicat prévient d'ores et déjà de sa détermination de lutter jusqu'à la satisfaction de ses objectifs.

Soumana Loura

ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Intervenant juridique en centres de rétention administrative**

Description

Depuis 1951, l'ASSFAM œuvre au service de l'accueil et de l'intégration des migrants.

Depuis 2010, l'ASSFAM s'est vu confier, dans le cadre d'un marché public, la mission d'information et d'aide à l'exercice effectif des droits des étrangers maintenus dans les centres de rétention administrative de Vincennes et du Palais de Justice de Paris.

L'ASSFAM recherche un juriste pour participer à la mission d'information et de soutien aux étrangers retenus dans les centres de rétention administrative. Dans le cadre de cette mission, le salarié aura les missions suivantes :

Accueil et information des étrangers retenus

Rédaction de recours (juridictions administrative, judiciaire, et CEDH)

Rédaction de notes juridiques

Présence aux audiences et rédaction des comptes – rendus

Contacts fréquents avec les partenaires (avocats, associations, service de gestion du CRA...).

Ville P a r i s

Expériences /

Formation du candidat

Qualités requises :

Maîtrise du droit des étrangers

Capacité de travail en milieu fermé et dans un contexte d'urgence

Rigueur et autonomie

Aisance relationnelle

Fonctions A u t r e

Activités D r o i t

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

Contrat à durée indéterminée à compter du 1er juin 2017

Documents à envoyer

Envoyer cv + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Marie Lindemann, coordinatrice juridique du pôle rétention

Email de la personne contact a s s f a m . coordination@gmail.com

Date de fin de validité 3 1 / 0 5 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: **Coordonnateur des services de soutien (Finance / RH / Log) - Soudan, Khartoum**

Description

Lieu : **Soudan**, à Khartoum emploi, avec des déplacements réguliers sur le terrain au Darfour

Durée: 1 an, renouvelable, à partir le plus tôt possible (au moins

un mois est nécessaire pour compléter la procédure de visa)

Conditions : contrat Salarié, le salaire mensuel brut de 2300 € à 2500 € selon l'expérience, mensuelle par jour 480 €, la couverture médicale de 100% + assurance rapatriement + fonds de prévoyance, l'hébergement, le transport international et local dans le

cadre de la mission, briser tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, sous la rubrique «Participez».

Présentation de TGH

«Acteur dans une solidarité durable et partagée»

Fondée en 1994, TGH est une

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

organisation de solidarité internationale française basée à Lyon. L'association conçoit et met en œuvre urgence, les programmes de réhabilitation et de développement dans les secteurs suivants: l'eau, l'hygiène et l'assainissement, génie civil, la sécurité alimentaire et le développement rural, socio-éducatif et psychosocial. TGH fonctionne actuellement dans 10 pays en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient.

Présentation de la mission

TGH est présent au Soudan depuis Septembre 2003 et a ouvert son premier projet pour les victimes de la crise du Darfour dans l'un des camps des personnes déplacées au Darfour-Ouest (camp de Riyad de Geneina) en Juin 2004. TGH a depuis étendu ses activités au Darfour-Ouest et le centre du Darfour, la mise en œuvre de ses projets à travers 4 bases opérationnelles (Geneina au Darfour Ouest, Bindizi, Um Dukhun et Zalingei dans le centre du Darfour). Tous les projets sont coordonnés par Khartoum bureau principal. TGH travaille actuellement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, la promotion de l'hygiène, NFI, la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance et l'éducation.

La stratégie de TGH au Darfour consiste à déplacer progressivement

et où la programmation appropriée à plus orientée vers le développement, tout en maintenant la capacité à fournir une aide humanitaire en cas de besoin.

Les opérations en cours comprennent:

- Le renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, grâce à la distribution des intrants agricoles, la promotion de l'agriculture, les meilleures pratiques de gestion durable des ressources naturelles, le développement des activités génératrices de revenus et la distribution des aliments et des semences ciblées.

- Construction et réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau et des services d'assainissement, promotion de l'hygiène et le renforcement des capacités des comités communautaires et les autorités locales dans les services WASH gestion durable.

aide -Urgence aux personnes touchées par les déplacements de population et les catastrophes naturelles (fourniture de non alimentaire Items- NFI, des installations d'eau potable, d'assainissement d'urgence et de promotion de l'hygiène pour le contrôle des maladies).

- l'éducation en situation d'urgence, la formation des enseignants et la distribution de stationnaires. Laver à l'école

en construisant ou la remise en état des latrines et des installations d'eau, promotion de l'hygiène à l'école.

TGH est actuellement financé au Soudan par un ensemble de différents bailleurs de fonds: l'OIM (OFDA), l'UNICEF, le PNUD, ECHO, EUROPEAID, SHF et de la CIAA, pour un total de 2,8 millions de dollars en 2016.

Environ 90 employés nationaux et 3 expatriés travaillent au Soudan, à Khartoum et dans des bases du Darfour.

Description de l'emploi

Sous la supervision directe du directeur de pays, et en collaboration avec le département des finances de l'AC, les services de soutien coordonnateur gère directement les finances, les services de ressources humaines et de la logistique et supervise les travaux connexes des gestionnaires adjoints des bases du Darfour. Il / elle travaille également en étroite collaboration avec le directeur du programme.

Parmi les différents domaines couverts par cette position, la partie consacrée aux finances est dominant.

Ses principales responsabilités / ses suivantes:

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

F I N A N C E

Veiller à ce que les fonds sont utilisés correctement, conformément aux procédures internes

Gérer et assurer le suivi des budgets

Coordonner et finaliser la formulation de nouveaux budgets

Mettre à jour la carte d'allocation

Préparer tous les rapports financiers

Assurer le suivi des contrats de financement et le calendrier des paiements

Superviser la gestion de la trésorerie

Centraliser et vérifier la comptabilité

Vérifier les demandes d'approvisionnement en espèces à l'AC

Gérer les flux de trésorerie entre les bases au Darfour et Khartoum

Fournir au directeur de pays, les équipes opérationnelles et le siège avec des outils financiers

Préparer et gérer les audits potentiels sur le terrain

A D M I N I S T R A T I O N

Assurez-vous que TGH est conforme à la législation applicable

Maintenir de bonnes relations

avec les autorités locales

Assurer un archivage efficace de tous les documents administratifs et financiers

Élaborer ou valider des contrats d'approvisionnement et suit la bonne exécution des contrats

Participer à la préparation des offres

Briefer chaque nouveau personnel expatrié et national à l'arrivée et de former les employés sur les procédures internes

R E S S O U R C E S H U M A I N E S

Le coordonnateur des services de soutien supervise le coordonnateur des ressources humaines dans ses responsabilités:

Assurez-vous que les politiques RH et les procédures sont comprises et mises en œuvre

Dresser les descriptions de poste en collaboration avec l'équipe opérationnelle

Administrez les données mensuelles des ressources humaines, superviser le paiement des salaires et le suivi de tous les contrats de travail

Mettre en œuvre une formation pour renforcer les capacités du personnel

Soutenir les chefs d'équipe dans la gestion de leur personnel

Coordonner le processus

de recrutement (liste courte, entrevue etc ...)

L O G I S T I Q U E

Le coordonnateur des services de soutien supervise le coordinateur logistique dans ses responsabilités:

Assurez-vous que les procédures d'achat sont comprises et mises en œuvre

Anticiper, valider et surveiller le processus d'approvisionnement

Soutenir l'équipe nationale dans le contrôle de la gestion des stocks et d'assurer le suivi de tous les équipements et locaux

Veiller à ce plan d'achat, d'un suivi et des outils logistiques sont correctement remplis et utilisés

Vérification croisée information logistique avec la comptabilité

Passez en revue la logistique rapport mensuel des bases

Participer à la rédaction et le suivi des budgets

Assurer que les règles de sécurité intérieure mise en œuvre, en collaboration avec le directeur de pays

C O O R D I N A T I O N

Remplacer le Directeur Pays dans son / son absence quand et si nécessaire

Contribuer à représenter

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

TGH aux autorités locales, les donateurs et les partenaires

Sécurité, conditions de travail et de vie

Basé à Khartoum, le coordonnateur des services de soutien effectuera régulièrement des missions à court terme aux bases du Darfour. La situation sécuritaire au Darfour est variable d'un endroit à l'époque. Field-visites sont autorisées lorsque les conditions de sécurité le permettent. Les mouvements sur le terrain des bases sont assurés par UNHAS.

Les conditions de sécurité à Khartoum sont globalement bonnes avec aucune restriction de mouvement particulier.

Les risques sanitaires sont limités et il y a peu de prévalence du paludisme ou d'autres maladies à Khartoum. services médicaux de qualité sont entièrement disponibles à Khartoum.

La mission à Khartoum a un bureau / maison d'hôtes d'une taille significative (4 étages) assurant une séparation adéquate du travail et de l'espace de vie. des moyens de communication sont bons (Internet, téléphones efficaces internationaux).

Khartoum bénéficie d'un grand nombre de différents endroits pour les activités extra-professionnelles: les marchés (), Souks piscines, des jardins, l'accès aux sites culturels hors de Khartoum. La vie sociale est assez riche. Les écoles internationales sont disponibles.

Il y a des vols quotidiens vers des destinations régionales et l'Europe et les expatriés sortent du pays tous les 3 mois pour les pauses.

Ville K h a r t o u m

Expériences /
Formation du candidat

P r o f i l

Au moins 1 an d'expérience en tant qu'administrateur en ONG

expérience en matière de comptabilité et de gestion financière

Expérience en gestion logistique un avantage

Bonne connaissance de l'environnement humanitaire (ONG, Nations Unies, les conduites principales donateurs)

Excellente connaissance du Pack MS Office, la connaissance de SAGA un plus

Bonnes aptitudes de communication et de rédaction en français et en anglais

Excellentes aptitudes i n t e r p e r s o n n e l l e s et diplomatiques

Autonomie, rigueur et compétences pour la synthèse

De bonnes compétences o r g a n i s a t i o n n e l l e s

L'expérience des pays arabes ou musulmans et les connaissances ou la langue arabe un avantage

Fonctions A u t r e ,
Encadrement, Direction,
Organisation, Administration,
Ressources Humaines

Activités A u t r e ,

Droit, **Economie,**
Finance, **Administration,**
Ressources **Humaines**

Pays Afrique, **Soudan**

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée: 1 an, renouvelable, à partir le plus tôt possible (au moins un mois est nécessaire pour compléter la procédure de visa)

Salaire / Indemnité

Conditions : contrat Salarié, le salaire mensuel brut de 2300 € à 2500 € selon l'expérience, mensuelle par jour 480 €, la couverture médicale de 100% + assurance rapatriement + fonds de prévoyance, l'hébergement, le transport international et local dans le cadre de la mission, briser tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org , sous la rubrique «Participez».

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation à l'adresse suivante: recrutement@trianglegh.org

Nom de la personne contact

Alexandra Bourdekas,
Ressources Humaines

Email de la personne contact recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 15 / 05 / 2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Coordinateur administratif** – **RCA**

Description

Pays : **RCA – poste basé à Bangui, avec des déplacements en province**

Durée : contrat de 7 à 9 mois renouvelable

Prise de poste : mai 2017

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 800 à 2 300 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique « **Participer** ».

Possibilité de départ en famille : **non.**

Présentation de TGH

« Acteur d'une solidarité durable et partagée »

Créée en 1994, Triangle Génération Humanitaire, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du

psychosocial. TGH travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient.

C o n t e x t e

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres et instables au monde, la République Centrafricaine (RCA) traverse la crise humanitaire la plus grave depuis son indépendance en 1960. Suite au coup d'Etat du 24 mars 2013, les changements successifs de régime ont contribué à une escalade des violences intercommunautaires, multipliant les violations des droits de l'homme, les déplacements massifs de population, la destruction de biens et la perte des moyens de subsistance pour la population. En octobre 2016, 2,2 millions de personnes avaient encore besoin d'assistance, soit quasiment la moitié de la population globale. Le bilan humanitaire reste donc préoccupant, avec environ 400 000 personnes déplacées internes et 473 400 réfugiés centrafricains dans les pays voisins (Cameroun, Congo, Tchad, RDC) depuis décembre 2013.

La crise de 2013 a provoqué l'effondrement d'infrastructures socio-économiques déjà faibles, et l'absence des services sociaux de base est quasiment totale. L'élection du nouveau président Faustin-Archange Touadéra en février 2016 dans un climat politique apaisé, et la récente mise en place

d'un Plan de relèvement et de consolidation de la paix, ont suscité certains espoirs dans le pays. Cependant, le redéploiement des services de l'Etat peine à se concrétiser. La situation sécuritaire conduit à une détérioration de la situation des enfants dans le pays, déjà affectés par des services de santé limités, des taux de malnutrition infantile alarmants, la fermeture de nombreuses écoles et le recrutement forcé par des groupes armés (UNICEF).

Faisant face à la volatilité du contexte sécuritaire, la MINUSCA, opération multidimensionnelle des Nations Unies, est notamment en charge de la protection des civils, de la facilitation de l'aide humanitaire et du soutien au processus de transition. Depuis le début de l'année 2016, la MINUSCA a entamé son programme de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) afin d'appuyer le renforcement des capacités des autorités locales. Les forces françaises Sangaris se sont progressivement désengagées, au profit des forces armées centrafricaines.

Présentation de la mission

TGH a débuté son action en RCA en 2007 pour soutenir les réfugiés du Darfour, dans la préfecture de la Vakaga. Aujourd'hui, l'association intervient en Vakaga dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement,

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

ainsi que de l'éducation. TGH reste ainsi l'une des deux seules organisations présentes de manière continue dans cette région marginalisée et excentrée. Les projets qu'elle met en œuvre dans la préfecture sont notamment financés par le FH (Fonds Humanitaire), l'UNICEF, la FAO et le Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire.

Parallèlement, l'association s'impose depuis 2011 comme l'un des acteurs humanitaires majeurs de la préfecture de la Ouaka, où elle mène différents projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) et de l'éducation. Surtout, elle assure aujourd'hui une assistance d'urgence aux populations déplacées et aux communautés hôtes, dans la ville de Bambari, dans l'ensemble des camps de déplacés autour de Bambari ainsi que dans la ville de Ngakobo. Les projets que TGH met actuellement en œuvre sont appuyés par des partenaires financiers tels que ECHO, la FAO, l'AFD ou encore le PAM.

A Bangui, où le phénomène des enfants des rues (EDR) connaît une progression alarmante, les services de l'antenne mobile mis en place depuis 2014 par TGH garantissent aux enfants un accès à des services socio-éducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale

et de placement en famille d'accueil. Dans le cadre d'un projet multi-pays financé en partie par l'AFD, TGH travaille actuellement en lien avec les acteurs institutionnels de la protection de l'enfance sur ces thématiques de prise en charge des enfants vulnérables qui se retrouvent en situation de rue.

La mission est financée à hauteur de 3.5 millions d'euros. L'équipe actuelle est composée d'une quinzaine de personnels expatriés et d'environ 90 personnels nationaux, répartis sur les différentes bases opérationnelles (Bangui, Bambari, Tiringoulou et Birao).

P o s t e

Le Coordinateur administratif assure le bon fonctionnement de l'administration et la bonne gestion des fonds de la mission et des ressources humaines. Il/elle est le garant du respect des règles et procédures.

Le Coordinateur administratif travaille sous la responsabilité du Chef de mission et en collaboration avec le Chargé de gestion basé au siège. Il/elle supervise directement un administrateur expatrié basé à Bangui et assure un lien fonctionnel étroit avec l'administrateur expatrié basé à Bambari qui est sous la supervision directe du Coordinateur terrain. Il/elle assume les responsabilités principales suivantes :

F I N A N C E

Garantir la bonne utilisation des fonds, en conformité avec les contrats de financement, dans le respect des procédures internes ainsi que des règles des bailleurs de fonds, en lien avec la coordination logistique

Gérer et suivre l'ensemble des budgets

Coordonner et finaliser l'élaboration des nouveaux budgets liés aux propositions de projets

Tenir à jour le tableau d'affectation de la mission

Etablir les rapports financiers

Assurer le suivi des contrats bailleurs et des versements

Superviser les dépenses et la tenue de toutes les caisses de la mission

Centraliser et vérifier les comptabilités de la mission

Gérer l'ensemble de la trésorerie de la mission et préparer les demandes d'approvisionnement

Fournir des outils de gestion financière aux chefs de projet, au chef de mission, au siège et aux administrateurs

Préparer et accompagner les audits liés aux projets

A D M I N I S T R A T I O N

S'assurer que TGH travaille en conformité avec les lois centrafricaines en vigueur

S'assurer du bon archivage des pièces comptables

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

et administratives

Tenir à jour un tableau récapitulatif de tous les contrats (locations, achats, etc.), et assurer leur bon archivage

Participer à l'élaboration des appels d'offre et mettre en place les procédures administratives qui y sont liées

Former les équipes administratives à la bonne application de l'ensemble des procédures internes

Briefer chaque nouvel expatrié sur l'organisation et les procédures administratives

S'assurer du suivi des dossiers juridiques, en lien avec le conseiller juridique de TGH et le chef de mission

RESSOURCES HUMAINES

S'assurer que la politique RH définie par TGH et l'ensemble des procédures liées aux ressources humaines sont connues et respectées par l'équipe nationale et expatriée

S'assurer que le cadre de gestion des ressources humaines respecte le droit du travail centrafricain, et proposer des adaptations si nécessaire

Maintenir de bonnes relations avec l'inspection du travail et la médecine du travail

Assurer la mise à jour régulière du règlement intérieur

Proposer des adaptations pertinentes à l'organigramme

de la mission et contribuer à sa mise en place (définition des profils de postes, etc) en lien avec le chef de mission et l'équipe de coordination.

Coordonner l'ensemble des recrutements effectués sur la mission

Centraliser les données liées à la gestion du personnel et superviser le suivi des contrats de travail et le paiement des salaires

Capitaliser les besoins en formation et participer à la mise en place de formation pour les employés nationaux

Soutenir techniquement les chefs de projets et coordinateurs dans la gestion de leurs équipes

COORDINATION INTERNE

Participer aux réunions de coordination interne à la mission et proposer des adaptations pertinentes vis-à-vis du fonctionnement général de la mission.

Initier des réunions inter-départements ou inter-bases afin d'assurer le partage d'information sur les procédures, les informations administratives, financières ou liées aux ressources humaines sur la mission

Contribuer à l'élaboration de la stratégie annuelle

REPRESENTATION ET COORDINATION EXTERNE

Entretenir et développer de bonnes relations de travail

ainsi qu'une bonne visibilité de l'association auprès des autorités civiles, bailleurs et des autres acteurs humanitaires

Représenter l'association dans les réunions de coordination admin inter-ONG

GESTION D'EQUIPE

Assurer une bonne coordination et une bonne communication interne, notamment par la tenue de réunions régulières avec l'équipe admin

Donner des retours au chef de mission et le cas échéant au chargé de gestion, sur les enjeux et problématiques soulevées par son équipe

Assurer la résolution des conflits au sein de l'équipe et tenir informé le chef de mission

R E P O R T I N G

Contribuer à la consolidation du rapport mensuel

Fournir un reporting régulier au chef de mission

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain.

Conditions de sécurité, de travail, et de vie

Le contexte sécuritaire instable et volatile impose le respect de règles de sécurité parfois contraignantes. Les déplacements sur le terrain sont possibles mais nécessitent une analyse préalable, et les

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

déplacements en ville ne sont en général pas sujets à restriction, sauf tension en ville. TGH est un acteur humanitaire connu et apprécié dans la zone.

ABangui, les expatriés disposent de chambres individuelles dans deux maisons partagées situées sur une concession où se trouve également le bureau. Une connexion wifi est disponible sur toute la base.

Ville B a n g u i

Expériences / Formation du candidat

P r o f i l

Expérience d'au moins un an sur un poste d'administrateur en ONG indispensable

Bonne connaissance du milieu humanitaire (ONG, OI, UE...)

Maîtrise des outils informatiques (dont Excel et Word), connaissance de SAGA

Capacités à mettre en place et à dispenser des formations

Bonnes capacités rédactionnelles en français

Capacité et motivation pour vivre et travailler en équipe

Capacité à accepter un niveau de confort basique

Capacité à vivre et travailler dans un contexte sécuritaire instable

Fonctions A u t r e , Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités A u t r e , Droit, Economie, Finance, Administration, Ressources H u m a i n e s

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée : contrat de 7 à 9 mois renouvelable

Prise de poste : mai 2017

Salaire / Indemnité

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 800 à 2 300 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge

du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique « **Participer** ».

Possibilité de départ en famille : non.

Documents à envoyer

Les candidats sont invités à envoyer un CV + lettre de motivation par courrier électronique à l'adresse suivante : recrutement@trianglegh.org

Nom de la personne contact

Alexandra Bourdekas, Responsable RH

Email de la personne contact recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 10/05/2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

22/04/2017 AU 01/05/2017 Groupe III

Ave Maria 25 47 98 88	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Lazare 25 36 86 48
Balkuy 25 37 51 36	Kamin 25 34 30 28	Saint Michel 25 45 48 08
Baraka 25 33 02 72	Kilwin 25 50 84 62	Santé-validité 68 91 87 04
Belle ville 25 40 84 14	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Savane 25 31 13 48
Cathédrale 25 31 28 07	Mariama 25 30 05 76	Taoko 25 36 69 27
Charis 25 47 98 78	Naab Raga 25 30 06 27	Téranga 25 36 09 70
Concorde 25 31 29 49	Naaba Koom 25 35 70 46	Wendenda 25 31 09 64
Coura 25 38 83 90	Nagrin 25 46 90 48	Yennega 25 37 03 37
Djimbina 25 35 77 65	Nazani 25 36 65 10	Zone I 25 48 15 13/53
Dunia 25 36 20 51	Ninrwa 25 41 80 38	Zougrana 25 40 98 75
Ecoles 25 31 52 32	Noom-Wendé 25 50 31 17	
Fraternité 25 36 48 00	Pissy 25 43 13 35	
Galiem 25 35 28 44	Sacré cœur 25 34 60 60	
Hosanna 25 41 26 48	Saint Julien 25 38 06 10	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
 SONABEL: 25 30 61 00
 Aeroport: 25 30 65 15
 Police secours: 25 30 71 00
 Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
 Aéroport: 20 97 00 70
 Burkina secours: 20 97 01 43
 Police secours: 17
 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
 Burkina Faso
 Tél: + 226 76609721
 E-mail: redaction@sc-mail.info
 Site web:
 www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
 n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
 n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
 OTC
 Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
 Siaka GOW

Rédacteur en chef
 Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
 - Alfred Syé KAM
 - Aminata PORGO
 - Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
 Eliane BAYALA
 Aminata PORGO
 Bernard HIEN
 Oeil du professionnel

Distribution
 Téléchargeable sur:
 www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
 +226 72080505
 +22672080303
 E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
 +226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
 Tél: +226 20954746
 +226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO